



SRI LANKA
**De l'urgence
au développement**

10 ANS D'ACTION
POUR UN MEILLEUR
ACCÈS À L'ÉDUCATION

**Solidarité
Laïque**

**ÉDUQUÉES
AUJOURD'HUI,
PLUS LIBRES
DEMAIN**

www.solidarite-laique.org  





QUI SOMMES-NOUS ?

Solidarité Laïque en quelques mots

Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. Nous agissons en France et dans plus de 20 pays.

NOS OBJECTIFS : une éducation de qualité pour toutes et tous

L'éducation est d'abord un droit fondamental inscrit dans les textes internationaux. Elle est aussi la clé du développement humain et social et un levier pour lutter contre les injustices et l'intolérance. Chemin qui mène à la liberté individuelle et collective, elle pose les fondements du « vivre ensemble », dans le respect des convictions de chacun.

NOS VALEURS : laïcité et solidarité

50 organisations sont membres de Solidarité Laïque : associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats majoritairement liés à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale. Toutes partagent les idéaux de laïcité, d'éducation et de lutte contre l'exclusion sous toutes ses formes. Ensemble, au sein de notre collectif, elles souhaitent contribuer activement à faire respecter les droits fondamentaux de chacun, quelles que soient ses origines ethniques, religieuses ou sociales.

NOS PRINCIPES : codéveloppement et réciprocité

Solidarité Laïque soutient des projets au travers de partenariats coresponsables, réciproques et durables entre les acteurs de notre réseau et les organisations de la société civile. La complémentarité de compétences, le renforcement mutuel et le développement de synergies collectives permettent d'interagir avec et pour les populations cibles et d'influer sur les politiques publiques.

NOS RÉSULTATS : des changements durables

Une fois nos programmes achevés, nos partenaires locaux, renforcés et structurés en réseaux, sont plus à même d'agir et de peser sur les pouvoirs publics pour améliorer les conditions de vie des populations et plus particulièrement leur accès équitable à une éducation de qualité. Nos missions sociales accompagnent des changements en profondeur qui améliorent durablement le quotidien de tous et notamment des plus vulnérables, au premier titre desquels, les enfants, les jeunes et les femmes.

Nos 10 ans à Sri Lanka

2004-2008

Phase 1

Le 26 décembre 2004, le plus gros tsunami de mémoire humaine détruit la côte est du Sri Lanka. Solidarité Laïque lance un appel à dons et décide d'intervenir. Après concertation et missions exploratoires, nous commençons notre programme post-urgence en janvier 2005 : construction, rénovation et équipement de structures éducatives. Des partenariats solides et durables se tissent, nous décidons alors de continuer notre démarche vers un projet de développement.

2009-2011

Phase 2

Une évaluation de fin de programme fait ressortir la pertinence de notre approche et nous engage à continuer ce projet de développement pour le renforcer et l'essaimer dans d'autres régions de l'île. Nous entamons donc un programme innovant autour de la petite enfance : il s'agit de mobiliser et de dynamiser les communautés tout en soutenant un dialogue entre sociétés civiles et autorités locales sur la préscolarisation des petits.

2012-2015

Phase 3

Nous débutons alors la dernière phase, visant à soutenir et renforcer les capacités des acteurs locaux, à pérenniser leurs relations avec les autorités locales et à faire reconnaître le statut d'enseignant maternel.

FOCUS

Agir dans la durée en travaillant avec le collectif

Depuis 2002, Solidarité Laïque pilote des programmes de développement pluriacteurs et pluriannuels. Du Maroc à l'Europe de l'Est, en passant par Haïti, l'Afrique de l'Ouest, le Sri Lanka et plus récemment la Tunisie, ces projets ont pour ambition de :

- travailler avec les sociétés civiles ici et là-bas ;
- mettre en réseau les acteurs locaux qui partagent des ambitions communes : qualité de l'éducation, lutte contre les discriminations, droits de l'enfant... ;
- lancer un dialogue avec les pouvoirs publics pour influencer les politiques et coconstruire des solutions.

Ces projets sont principalement cofinancés par l'Agence française du développement (AFD), les collectivités territoriales, et les donateurs de Solidarité Laïque.

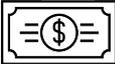
Pour en savoir plus :
www.solidarite-laique.org



Sri Lanka



L'ÉDUCATION EN URGENCE : LES ENJEUX D'UN OUBLI

1 

DOLLAR DÉPENSÉ
À L'ANTICIPATION
DE L'URGENCE

.....
POURRAIT
REEMPLACER
.....

7 

DOLLAR DÉPENSÉS
EN RÉPONSE À UNE
CATASTROPHE



Il n'existe pas d'intervention standard en matière d'urgence

QU'EST-CE QU'UNE SITUATION D'URGENCE ?

⊗ Les situations d'urgence proviennent de trois principales sources : catastrophes naturelles, crises politiques, économiques et sociales et conflits armés.

⊗ Elles sont toujours l'aboutissement d'un processus ou d'une série d'événements plutôt que d'un seul événement déterminant.

⊗ Leur durée et leur impact sont changeants. Ces variables sont directement liées à l'histoire du pays, à sa localisation géographique, à la situation socio-économique, à la capacité à faire face à des crises, au système politique...

Ces éléments contextuels complexifient une intervention « standard » de gestion de crise.

Les conséquences de ces situations sont multiples : crises économiques, déplacements de population, crises alimentaires, non-satisfaction des besoins de première nécessité (eau, santé, nourriture, habitat)...

En situation d'urgence, il s'agit certes d'intervenir tout d'abord sur les besoins de première nécessité, mais on a parfois tendance à mal anticiper, préparer et financer l'après-urgence.

CONSÉQUENCES D'UNE SITUATION DE CRISE SUR LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

⊗ Dégâts sur les infrastructures éducatives.

⊗ Interruption de l'enseignement due aux déplacements de populations.

⊗ Besoins accrus de main-d'œuvre, potentiellement infantile (travaux ménagers, agriculture, exploitation des ressources naturelles, armés, industries...).

⊗ Capacité de paiement des frais de scolarité considérablement réduite en raison de la baisse de l'économie, de la perte d'emploi et de la priorité accordée aux dépenses des ménages pour les besoins primaires.

⊗ Victimes (décès ou blessés) : parents, enfants, enseignants, cadres...

⊗ Augmentation du nombre d'orphelins et de familles monoparentales.

⊗ Choc psychologique qui retarde une reprise normale des activités éducatives.

⊗ Système politique et gouvernance minimales : seuls les ministères jugés prioritaires (Intérieur, Défense, Finances...) fonctionnent normalement, voire voient leurs capacités et leurs budgets augmentés au détriment d'autres ministères, comme celui de l'Éducation.

⊗ Système étatique considérablement affaibli.

⊗ Instabilité politique et sécuritaire qui empêche la reprise normale des activités de l'État.

Filles et femmes : elles sont les premières victimes au regard de leur vulnérabilité et des us et coutumes locaux.

L'éducation, une priorité ?

Un droit et un levier pour le développement

Dans toute société, les enfants représentent l'avenir. Les écoles sont des lieux d'apprentissage où les valeurs culturelles et les savoirs traditionnels et conventionnels sont transmis aux jeunes générations. Plus durablement, une éducation de qualité contribue directement à la stabilité sociale, économique et politique des sociétés. Elle participe à la réduction du risque de conflit violent en renforçant la cohésion sociale et en contribuant à l'édification de la paix. Mais l'éducation est aussi la meilleure arme pour lutter contre les obscurantismes, les extrémismes, et c'est aussi pour cette raison qu'elle est symboliquement prise pour cible dans plusieurs endroits du globe.

La grande oubliée des situations de crise

Le droit à l'éducation est à la fois un droit humain et un levier pour l'obtention des autres droits. Les enfants et les jeunes qui vivent dans des contextes fragiles et sont touchés par une crise ne peuvent exercer pleinement ce droit. Lorsque les conflits atteignent les populations civiles, les effets sur les enfants et les systèmes éducatifs sont immédiats : destruction des infrastructures scolaires, déplacement des familles d'élèves et des

éducateurs mais aussi aggravation de l'insécurité et paupérisation des familles. En situation d'urgence, la tentation est grande de brandir la menace de l'insécurité pour augmenter massivement les budgets militaires, généralement aux dépens de l'éducation, alors que celles-ci devraient être non seulement maintenues mais augmentées pour ne pas créer de période de vide dans la scolarisation des enfants et des jeunes. Période de latence qui aura nécessairement des conséquences désastreuses à moyen et long termes quant à la qualité de l'enseignement et au décrochage scolaire. En période de conflits, c'est une stratégie courante que d'amoindrir ou d'annihiler l'éducation. Boko Haram l'affirme jusque dans son appellation : sa dénomination abrégée en haoussa peut être traduite par « l'éducation occidentale est un péché ». Bâtiments scolaires détruits, réquisitionnés, servant de logements pour les combattants, de bases de combat, voire de prisons ou de centres de torture (cas notamment du triste mais célèbre camp de la mort – S21, au Cambodge durant la période Khmer rouge)... les exemples sont nombreux. Les écoles sont aussi parfois détournées pour enrôler, recruter et former de jeunes soldats. « Les parents n'envoient plus leurs enfants à l'école là où il y a les groupes de DAESH, car ils ont peur qu'ils soient recrutés », explique un collègue irakien, membre d'une association de la Campagne mondiale pour l'éducation.

FOCUS

Vous avez dit éducation ?

- Les formes d'éducation sont diversifiées : bien sûr l'enseignement dispensé à l'école est fondamental mais l'éducation comprend aussi ce qui se passe en dehors de l'école (éducation populaire), l'alphabétisation et la formation tout au long de la vie des adultes.
- L'éducation est un droit humain fondamental mais est aussi un levier pour les autres droits.
- L'éducation entraîne de réels progrès en termes de santé, de nutrition, d'environnement, de participation citoyenne et démocratique.
- L'éducation est le fondement de la citoyenneté



+ 50% de chances de vivre après 5 ans pour tout enfant né d'une femme sachant lire et écrire

10 à 20% des revenus supplémentaires par année de scolarité supplémentaire de scolarisation



M. Ban Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies, a dit : « Si l'on place l'éducation avant tout, on peut réduire la pauvreté et la faim, empêcher le gaspillage de potentiel et se tourner vers la construction de sociétés meilleures et plus solides pour tous. » Les chiffres viennent en renfort de cette affirmation et démontrent l'importance de l'éducation pour les individus et les sociétés : allonger d'un an le niveau éducatif moyen d'une population renforce la croissance du PNB annuel/habitant de 2% à 2,5% ; si toutes les femmes achevaient le cycle secondaire, le nombre d'enfants avec un retard de croissance chuterait de 26%, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans baisserait de 49% et le nombre de mariages d'enfants reculerait de 64%. De plus, l'éducation, en prônant la tolérance et la cohésion sociale est un vecteur de paix : si le taux de scolarisation des garçons dans le secondaire était supérieur de 10% à la moyenne, le risque de guerre serait réduit d'un quart. Les 160 pays représentés lors du Forum mondial sur l'éducation de 2015 ont compris que le jeu en valait la chandelle et se sont fixé des objectifs ambitieux. Si chacun fait ses devoirs, l'éducation pourrait permettre de construire des sociétés plus prospères et unies.

Laurence Willot Lequére
responsable de programmes,
référente éducation – Plan
International, France



À RETENIR

L'éducation dans les États fragiles et ceux touchés par les conflits souffre d'un sous-financement notable : ces pays reçoivent près de 4 fois moins d'aide à l'éducation de base par enfant en âge d'aller à l'école primaire que les autres pays à faibles revenus.

REPÈRES

28



MILLIONS D'ENFANTS

ne vont pas à l'école dans les pays frappés par les conflits en 2013 (Unesco).

MOINS DE

4%

DE L'AIDE HUMANITAIRE D'URGENCE

va à l'éducation

38%

seulement des demandes d'aide à l'éducation sont satisfaites, soit 2 fois moins que dans la moyenne de l'ensemble des autres secteurs (Unesco).



24

DES 30 PAYS EN GUERRE ÉTUDIÉS

ont utilisés les établissements scolaires et les universités à des fins militaires entre 2009 et 2013 (source GCPEA).

DES 49 PAYS LES MOINS AVANCÉS

sont exposés à un niveau élevé de risques de catastrophes (source PNUD).



1

DOLLAR INVESTI

dans la réduction des risques de catastrophe rapporterait 2 à 4 dollars en termes d'impact de catastrophe évité ou réduit (source DIFD).



Vers une prise de conscience

Faire en sorte que les enfants retrouvent le chemin de l'école, pendant ou après une crise, leur assure une protection qui a fait ses preuves : l'école est un lieu d'apprentissage sûr ; elle leur donne un cadre stable et rassurant et permet de libérer la parole et de leur venir en aide. L'Unicef/Unesco le souligne : « Le droit d'accéder à l'éducation, y compris aux loisirs, doit être garanti même dans les situations de crises. L'éducation joue un rôle essentiel dans la normalisation de la situation de l'enfant et réduit au minimum les tensions psychosociales subies lorsque les situations d'urgence ont pour effet de déstabiliser de façon soudaine et violente la famille immédiate et l'environnement social de l'enfant. Elle est essentielle pour aider les enfants à faire face à l'avenir avec une confiance et une efficacité accrues. »

Un facteur de paix

Les experts et institutions internationales s'accordent à dire que l'éducation est primordiale pour le retour à la paix et pour le processus de reconstruction d'un pays. On considère maintenant qu'il est crucial d'inclure l'éducation dans la planification et la mise en œuvre des interventions humanitaires d'urgence. En effet, le retour à l'école, même en situation de crise ou de post-crise, permet un retour à une forme de « normalisation » pour les enfants et de les protéger, physiquement, psychologiquement et socialement (notamment contre les trafics, l'exploitation économique, l'enrôlement forcé...).

Elle donne un cadre stable, une structure et de l'espoir pour et dans l'avenir.

En 2000, l'INEE, *International Network for Education in Emergencies*, un réseau international pour l'éducation en situations d'urgence a vu le jour. L'idée était d'élaborer un processus qui améliorerait la communication et la collaboration entre les agences pour l'éducation en situations d'urgence. Aujourd'hui, ce réseau regroupe plus de 8 500 membres qui travaillent ensemble pour garantir ce droit : ONG, agences des Nations unies, organismes donateurs, gouvernements, institutions universitaires, écoles et populations.

Coordonner et collaborer

Le projet de l'INEE est d'établir les conditions d'une véritable coordination et collaboration entre l'éducation et les autres secteurs d'urgence pour permettre des interventions efficaces qui répondent aux droits et aux besoins de tous les apprenants. Le manuel des normes minimales de l'INEE¹ est un document qui contient 19 normes accompagnées chacune d'actions clés et de notes d'orientation. Il a pour but d'améliorer la qualité de la préparation, des interventions de réponse et du relèvement au niveau de l'éducation, d'accroître l'accès à des possibilités d'apprentissage sûres et pertinentes et de garantir que ces services soient fournis avec responsabilité.



Souvent, par nécessité, l'assistance humanitaire se limite à la fourniture de nourriture, d'abris, d'eau et de soins médicaux. L'éducation est considérée comme relevant d'un travail de développement à plus long terme plutôt que comme une intervention nécessaire pour répondre aux situations d'urgence. Cependant, le rôle de l'éducation a été reconnu et l'on considère maintenant qu'il est crucial d'inclure l'éducation dans les interventions humanitaires. »

¹ <http://www.ineesite.org>

URD :

LES ENJEUX D'UNE MEILLEURE COORDINATION



Urgence-réhabilitation-développement :

L'urgence

Lorsque la catastrophe survient, l'aide est avant tout fournie par la population locale et le gouvernement. Cependant, l'aide internationale peut parfois être requise. Dès les premières retombées, les activités humanitaires s'efforcent de sauver des vies et de répondre aux besoins immédiats. Une fois ces besoins couverts, la phase suivante dite de réhabilitation vise à développer des conditions propices à la fourniture des services de base. Un moment transitoire pour remettre sur pied ce qui a été détruit. Il est important de reconstruire au mieux pour aborder, par la suite, les causes fondamentales des problématiques rencontrées. Les conditions améliorées permettront de faciliter la mise en œuvre de programmes de développement à moyen et long terme.

Les Diversités

La relation Urgence, réhabilitation, développement (URD) reste une difficulté méthodologique et opérationnelle majeure :

- 🌀 les programmes d'aide humanitaire et de coopération au développement sont de natures différentes ;
- 🌀 la finalité de l'action, les mandats et les objectifs sont distincts ;

De même, les instruments et les méthodes de travail diffèrent sur de nombreux points tels que la perspective temporelle (court et long terme), le lien avec les partenaires chargés de la mise en œuvre, le rôle des autorités nationales et le type d'interventions.



La complexification des crises oblige à dépasser la dichotomie classique entre urgence et développement et à traiter simultanément ces besoins et ces temporalités différentes (...). L'approche linéaire du continuum dans le temps a été longtemps privilégiée (...) : l'aide d'urgence est mobilisée pour porter secours aux populations touchées, ensuite les activités de construction et réhabilitation sont mises en place jusqu'à ce que la reprise des programmes de développement devienne possible. Mais les crises n'évoluent que très rarement de façon linéaire. Dans un contexte de crise changeant et de plus en plus complexe, un nouveau concept s'est développé : celui du continuum urgence-développement qui prend en compte les situations impliquant le chevauchement entre les actions de court et long terme et des dynamiques géographiques différentes (zone de crise et zone calme).

Le zoom de Rosa, EuropAid

Le continuum

Voilà pourquoi, dans une situation de crise, mener une action conduite dans l'urgence puis une autre en faveur du développement est vide de sens, en raison de la simultanéité des besoins. L'objectif de cette approche est de s'assurer que les programmes humanitaires ne mettent pas en danger le travail de développement et que la mise au point de ce dernier s'élabore sur des connaissances et des résultats acquis dans la phase d'action humanitaire.

Qu'en est-il alors d'un éventuel rapprochement entre les opérateurs du développement et ceux de l'action humanitaire ?

Nous avons tous des savoir-faire et des compétences complémentaires qui permettraient d'être plus pertinent et sûrement plus efficace dans la gestion de l'urgence. Une meilleure qualité des liens et de la coordination entre activités humanitaires et de développement peut assurer une efficacité et un rendement plus important dans le cadre de l'ensemble des efforts d'assistance.¹

¹ NGO Voice et Concord – associer l'Aide, la Réhabilitation et le Développement : vers une approche mieux concertée pour améliorer la résilience et l'impact



une articulation complexe

Les compétences

Les organisations travaillant dans le domaine du développement qui interviennent dans un pays depuis longtemps peuvent agir dès les premiers signaux d'alerte et ainsi adapter leur programme aux besoins. Les acteurs intervenant en situation d'urgence ont, eux, une capacité d'intervention rapide basée sur des savoir-faire spécifiques.

Ces deux typologies d'intervention nécessitent des compétences particulières et qui peuvent être complémentaires pour agir selon une approche holistique, prendre en considération le contexte et ses acteurs, ou appréhender rapidement le lien URD.

Par ailleurs, les organisations de développement devraient intégrer, dans les pays dits à risque, des programmes de renforcement des capacités pour répondre aux crises, réduire les risques de catastrophe et renforcer les capacités de résilience. Il est beaucoup plus efficace, en termes de coûts, de prévenir et de se préparer à une crise plutôt que d'attendre qu'elle ne se produise. On estime qu'1 \$ US dépensé à la préparation pourrait remplacer 7 \$ US dépensés en réponse à une catastrophe.



Des outils classiques peuvent être mis en œuvre. Il s'agit d'impliquer réellement les communautés locales, les autorités locales et les gouvernements nationaux dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de l'action humanitaire. Malheureusement, à l'heure de la standardisation des pratiques, dans un souci d'efficacité, cela ne laisse que peu de place à des approches innovantes et un travail pluridisciplinaire.

Bâtir une méthodologie

Tout cela amène à se poser certaines questions d'ordre méthodologique.

- Comment mettre en place des cellules de coordination mixte qui puissent créer des articulations, faire du lien, être facilitatrices de connaissances et éventuellement permettre de planifier en amont la mise en réseau ?
- Comment agir vite tout en impliquant la population et les sociétés civiles et en renforçant les résiliences ?
- Comment intégrer les institutions dans les phases de crise ou les situations de « post-conflit » ?
- Comment créer des opportunités, en parallèle des actions d'urgences, pour favoriser les interventions futures en phase de réhabilitation et/ou de développement ?

Ces questions et l'éventuel rapprochement de ces acteurs nécessitent dans un premier temps :

- la volonté de ces acteurs à travailler en collectif ;
- la mise à l'écart du principe de « concurrence » ;
- la mise en place de mécanismes de coordination et de consultation ;
- des financements appropriés pour intégrer les différentes approches.

Les compétences complémentaires des acteurs de l'URD

- Participation des populations et des sociétés civiles locales.
- Stratégie participative et de partenariat.
- Analyse fine du contexte socioculturel.
- Renforcement des capacités.
- Implication des autorités locales.
- Connaissances pointues du contexte et des acteurs.
- Vue d'ensemble sur les actions réalisées et en cours.
- Thématiques multiples d'intervention.
- Partenaires locaux solides et personnel disponible.
- Liens avec les communautés.
- Analyse des vulnérabilités.
- Sensibilité aux situations d'insécurité.
- Capacités logistiques.
- Rapidité d'intervention.
- Domaines uniques d'intervention pour répondre aux besoins de première nécessité...

URD et éducation : 3 phases clés

En phase d'urgence

2 à 9 mois

- Distribution de kit de matériel scolaire pour les élèves et pédagogiques pour les enseignants.
- Construction de structures éducatives provisoires/ atelier d'expression.
- Appui psychosocial d'urgence.
- Équiper les écoles de latrines et d'accès à l'eau.
- Campagne de sensibilisation par la reprise de l'école.
- ...

En phase réhabilitation

6 mois à 1 an

- Réhabilitation et rénovation des structures éducatives et fournitures d'équipements.
- Développer l'accès à l'eau et aux latrines.
- Mener une campagne de sensibilisation sur l'importance de l'éducation pour tous les enfants..
- Relations plus formelles avec les autorités locales.
- Formation d'enseignants et d'éducateurs.
- Mobilisation des parents d'élèves.
- ...

En phase de développement

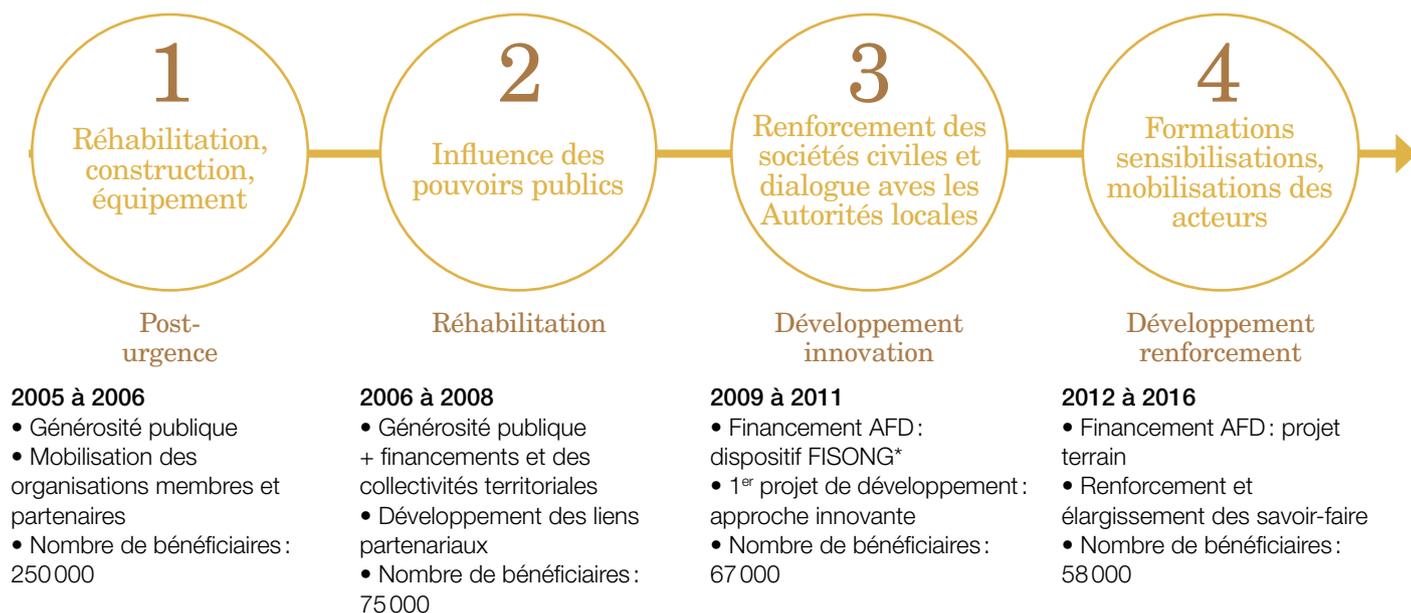
De 1 à 5 ans

- Soutenir la reconstruction des écoles définitives.
- Continuer à former les enseignants et éducateurs.
- Mener des actions de plaidoyer pour une éducation de qualité.
- Créer des espaces de dialogue et de concertation entre les communautés et les autorités locales.
- Accompagner les autorités locales vers une reprise normale d'activités.
- Renforcer les associations de parents d'élèves.
- ...

Les phases URD selon Solidarité Laïque

Nos 10 ans d'actions à Sri Lanka ont suivi une approche méthodique basée sur la réponse aux besoins, l'évolution du contexte et le développement partenarial. Nous avons inséré une phase supplémentaire par rapport à un cheminement « classique » du continuum. À savoir, la mise en place d'un programme innovant qui a ensuite fondé les bases d'une action de développement.

Programmes & processus

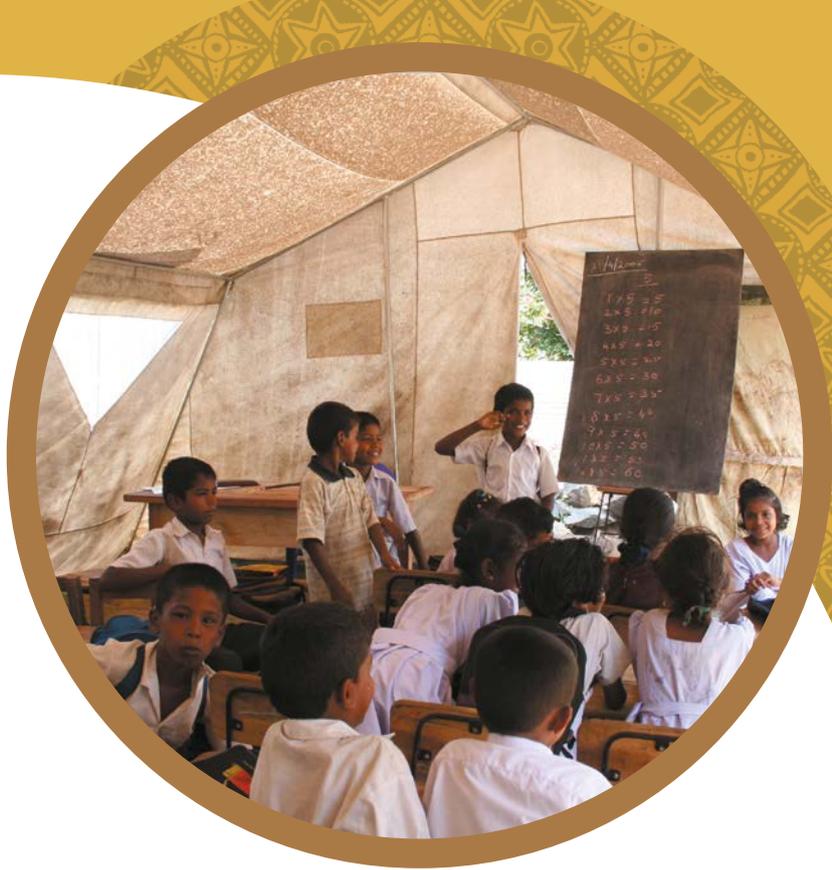


* Facilité d'Innovation Sectorielle par les ONG



SOLIDARITÉ LAÏQUE À SRI LANKA





Le 26 décembre 2004, une vague sans précédent submerge les côtes sri lankaises, indonésiennes et de l'Inde du Sud. Le plus grave tsunami de l'histoire. Des familles se retrouvent démunies, sans moyens de subsistance, sans infrastructures publiques sur lesquelles s'appuyer. À Sri Lanka, le bilan est lourd : 40 000 morts, 250 000 sinistrés et plus de 520 000 déplacés, répartis dans 800 camps provisoires. En termes d'éducation, 166 écoles sont détruites, plus d'un millier d'autres endommagées et 200 000 élèves sont directement touchés par cette catastrophe.

Il ne faut pas oublier que ce cataclysme survient en plein conflit armé qui dure depuis 25 ans et ce, principalement dans le Nord et l'Est, deux des provinces particulièrement touchées par le tsunami. Un an après, sur ces mêmes terres, avaient lieu les plus violents affrontements de cette guerre civile entre l'armée et les Tigres tamouls de 2005 à 2007, qui ont fait plus de 60 000 morts et des dizaines de milliers de déplacés.

Les interventions d'urgence se complexifient au regard de la nature et de la typologie des victimes. L'aide est chronophage et demande une adaptation constante dans l'offre de service d'urgence, et ce, dans un environnement sécuritaire aggravé...

Solidarité Laïque, après le tsunami

Après une catastrophe de cette envergure, les infrastructures scolaires (écoles, jeux, équipements...) ont été complètement détruites. Pour la population, et plus particulièrement les enfants, ayant subi un grave traumatisme, il était indispensable de mettre à disposition des moyens pour (re)créer un environnement favorable à l'enseignement en construisant, notamment de nouveaux espaces de jeux et d'éveils pour les enfants.

Solidarité Laïque, comme chef de file du programme pour le développement et l'éducation en Asie du Sud a ainsi reconstruit et rénové des écoles pour permettre aux enfants de reprendre les cours dans de bonnes conditions. L'association a également sensibilisé les parents à l'importance de l'éducation, et cela, en dépit de leur extrême précarité. Il était nécessaire que les enfants ne soient pas absents trop longtemps du système scolaire, pour favoriser la continuité de leur éducation et de leur vie sociale et citoyenne.



200 000
élèves sri
lankais ont été
directement
touchés par le
tsunami »



Quelques chiffres de la phase urgence

(2005 – 2009)

PUBLICATION DE

9 MAGAZINES
PÉDAGOGIQUES YUTI
en 3 langues et
350 000 exemplaires

FORMATION DE

140 ENSEIGNANTES
MATERNELLES
+ premiers secours
dans 75 écoles

RÉNOVATION
ET CONSTRUCTION

39 ÉCOLES

ÉQUIPEMENT POUR

160 ÉCOLES
MATERNELLES

20 BIBLIOTHÈQUES

53 JARDINS
D'ENFANTS

40 CENTRE ÉDUCATIFS

150 COINS LECTURE

SOIT UN TOTAL DE

85 000
ENFANTS
BÉNÉFICIAIRES

La dynamique des réseaux



Le Sri Lanka n'entrait pas dans la zone d'intervention traditionnelle des organisations membres de Solidarité Laïque. Pour prendre contact avec des structures locales sur lesquelles s'appuyer, les organisations membres ont donc activé leurs réseaux de contacts disponibles. Cela s'est fait par trois canaux principaux :

- les réseaux « institutionnels » internationaux d'appartenance, qui mettent les organisations membres en contact avec les membres locaux des mêmes réseaux ;
- des contacts fournis par des partenaires de chaque organisation membre ou de Solidarité Laïque ;
- des contacts « personnels » des membres des organisations membres avec des associations et des structures sur place.

Chaque organisation membre échange avec ses contacts pour récolter l'information sur les structures partenaires potentielles (domaine d'intervention, actions en cours, etc.), sur la situation sur place et sur les possibilités de collaboration. Ces prises de contacts sont essentielles pour détailler au fur et à mesure le cadre de l'intervention de Solidarité Laïque et pour préparer la mission exploratoire sur le terrain.

La mobilisation des réseaux est cruciale pendant toute la phase d'identification, de janvier à juillet 2005. La phase de prise de contacts et de montage des partenariats est assez longue.

Solidarité Laïque joue alors un rôle d'incubateur, de fédérateur et de coordinateur de la démarche collective. Son rôle est de mettre en corrélation les savoir-faire, compétences, expériences de nos membres et des partenaires sur place au service d'une cause commune et sur la base des besoins et attentes exprimés. Approche indispensable, tant dans une situation de post-urgence que de développement.

Une fois consolidées les informations émanant des partenaires locaux et des organisations membres, nous les articulons dans un programme plus global. L'équipe de Solidarité Laïque anime alors un comité de pilotage qui prend en compte les décisions liées aux actions et met en place le plan opérationnel.

Par la suite, Solidarité Laïque et ses organisations membres sont restés en contact permanent avec leurs réseaux tout au long du programme, et reçoivent régulièrement des sollicitations pour la création de nouveaux partenariats. Ces propositions sont évaluées au fur et à mesure par le Comité de pilotage, qui évalue la possibilité d'associer d'autres acteurs et d'autres volets au programme, aussi par le biais du Fonds de soutien aux microprojets.



Post urgence et réhabilitation : 3 étapes

Décembre 2004 –
Mars 2005

Concertation initiale sur les principes d'intervention

Dans un premier temps, les organisations membres de Solidarité Laïque qui s'engagent dans le programme Asie mènent une réflexion conjointe sur les modalités d'intervention de Solidarité Laïque dans le contexte post-tsunami et sur son positionnement par rapport à l'urgence. En fonction des informations qui commencent à remonter des partenaires contactés sur le terrain, les organisations membres se questionnent sur leurs capacités à répondre à ces besoins, et à intégrer la dimension éducative dans la reconstruction. Des critères d'intervention sont identifiés avant la mission d'avril, pour permettre un positionnement clair vis-à-vis des partenaires (Cf. ci-dessous).

Avril 2005 –
Septembre 2005

Mise en cohérence des actions

Parmi les objectifs de la première mission exploratoire (cf. p. 21) se trouve celui d'identifier les lignes communes aux projets dans lesquels Solidarité Laïque compte intervenir. Le but est d'en faire ressortir une logique d'action globale, en fonction des principes de base établis et des nouvelles informations sur le contexte. Les objectifs de court et moyen terme sont dégagés, ainsi qu'un calendrier indicatif des phases de réalisation du programme.

Octobre 2005 –
Décembre 2008

Sélection et arrêt des actions retenues

Avec la deuxième mission sur le terrain s'achève la sélection des projets qui seront soutenus par le programme. Les actions sont perfectionnées dans leurs détails, budgétées et actées dans leur ensemble par le Copil. Quoique des aspects dans certains projets restent encore à préciser (notamment pour les actions en Inde), une vision précise des actions principales du programme est disponible en septembre 2005.



Solidarité

Làïque a pu apporter
une réponse aux urgences
grâce à la générosité du public.

Une fois les partenariats tissés,
l'Agence Française de Développement
a pris le relai de nos fonds propres et
a soutenu notre démarche à long terme.
Aujourd'hui, nous sommes la dernière
ONG française présente à Sri Lanka
et bénéficiant de fonds
publics français.

Innovation et développement

2009 à 2011

En 2008, nous finissions notre intervention post-urgence avec des résultats probants et des partenariats solides. De ce fait, nous avons continué notre action grâce à la Facilité d'Innovation Sectorielle pour les ONG (FISONG) de l'AFD en répondant à l'appel : « Comment renforcer la participation de la société civile pour la réussite des stratégies d'Éducation pour tous ».

Les objectifs spécifiques étaient :

- Renforcer le dialogue et la concertation dans le domaine de la petite enfance
- Améliorer la gouvernance dans le secteur primaire et secondaire à l'échelon de la division
- Enrichir les réflexions et les pratiques sur les moyens d'atteindre une Éducation pour tous des partenaires sri lankais et d'Afrique de l'Ouest

2012 à 2015

L'évaluation finale positive nous a donné plus de légitimité pour continuer, dans un esprit de renforcement et pérennisation des actions menées. Le savoir-faire acquis nous a permis d'aller plus loin dans l'approche innovante.

Avec l'appui de l'AFD, nous avons alors entamé la phase 2 autour de plusieurs objectifs, en suivant les recommandations de l'évaluation, pour :

- Renforcer les capacités de gestion des acteurs clés de l'éducation : pouvoirs publics et société civile, du niveau préélémentaire au collège.
- Créer et soutenir la concertation entre les parties prenantes de l'éducation afin d'engendrer une meilleure gouvernance des acteurs et des services éducatifs.
- Favoriser une meilleure reconnaissance du secteur maternel et une démocratisation de la prise de décision dans le secteur primaire et secondaire.

2011-2015 – en bref

Création d'un syndicat provincial d'assistantes maternelles, soit **2 800 membres**

Aménagement de **17 centres de ressources** en matériel pédagogique pour la petite enfance

Structuration et formation des **17 Comités d'enseignantes** d'écoles maternelles, soit **600 personnes**

Structuration et formation **17 Comités de gestion** des écoles maternelles, soit plus de **800 parents**

420 enseignantes maternelles ayant suivi une formation diplômante

3000 personnes formées (autorités locales, parents, directeurs)

800 parents rejoignent les associations de parents d'élèves

300 réunions de concertation organisées

Mise en place d'activités génératrices de revenus pour **9 communautés**, soit **450 bénéficiaires**

Publication de **8 lettres d'information** sur la petite enfance

4 visites d'échanges inter-province regroupant **160 acteurs** de la petite enfance

Campagne de plaidoyer local et national regroupant : **10 événements**, **20 000 personnes touchées**

9 000 signatures d'une pétition pour l'amélioration des conditions de travail des enseignantes maternelles

Réalisation d'une **étude nationale** sur la situation de la Petite Enfance

Ce que
nous
retenons



En situation de post-urgence

🌐 La participation active dans les réseaux et collectifs (tels que Solidar et l'International de l'Éducation) est primordiale. Cela permet de s'ouvrir à des nouveaux partenariats, de confronter les approches et méthodes d'intervention, d'agir collectivement et de mieux appréhender l'évolution, toujours rapide, de la situation avec différents regards ;

🌐 L'ancrage local est indispensable. Construire des partenariats avec des organisations locales permet d'avoir un regard objectif sur le contexte, de faire appel et de développer les compétences locales ainsi que de tisser des relations plus durables avec les autorités locales ;

🌐 De la coordination entre les différents acteurs résulte une plus grande complémentarité des actions pour une approche holistique des problématiques, une structuration collective permettant plus de visibilité, des passerelles entre les différents partenariats et un impact plus fort et plus durable auprès des populations ciblées.

En phase de réhabilitation et développement

🌐 Les relations avec les partenaires locaux garantissent un programme efficace : se réunir autour de valeurs et de méthodologie d'actions communes, co-construction des actions à venir, partage des responsabilités, cellule décisionnelle partagée...

🌐 Renforcer les liens avec les pouvoirs publics est une nécessité pour gagner en légitimité. Il s'agit de participer aux instances décisionnelles, d'ancrer l'action dans les politiques publiques, de faciliter la mise en œuvre des activités...

🌐 Au-delà des activités, l'enjeu est de permettre le renforcement de capacités des partenaires pour une durabilité des actions, pour une émergence de la société civile, pour une plus grande visibilité et notoriété des partenaires.

🔍 FOCUS

De l'importance des missions exploratoires

La dimension collective des missions permet de bénéficier d'une complémentarité entre les compétences, les connaissances et les manières de voir des différents membres de la délégation.

- **connaissance et rapprochement entre partenaires :** la rencontre personnelle est un « déclic » dans les rapports dans les « binômes » ;
 - **avancement du montage des projets :** la présence sur place et le dialogue direct permettent une visualisation plus claire des actions à monter ;
 - **clarification du cadre d'intervention :** les informations collectées sur place grâce aux partenaires sont un complément indispensable pour affiner la stratégie et les axes d'intervention ;
-



Bilan

Du concret appelé à durer

Aujourd'hui, notre programme dans la province de l'Est se termine et nous laissons derrière nous :

- un jeune syndicat formé et reconnu ;
- une dynamique importante et durable autour des écoles maternelles au niveau des communautés locales ;
- des associations de parents d'élèves renforcées tant dans le nombre de participant que dans les capacités à agir ;
- des relations viables et pertinentes entre les organisations des sociétés civiles et autorités locales ;
- une meilleure compréhension des rôles et responsabilités des différentes entités des pouvoirs publics locaux ;
- une réelle prise en considération des besoins et attentes du secteur de la petite enfance vis-à-vis des autorités provinciales et nationales ;
- un savoir-faire reconnu dans la dynamisation du tissu communautaire...

Une approche innovante qui porte ses fruits

- Des processus consultatifs entre parents et enseignants, des comités d'enseignantes maternelles et comités de gestion des écoles maternelles pour améliorer le fonctionnement des écoles ;
- Des liens tissés avec les organisations de la société civile travaillant au développement du secteur Petite Enfance pour une meilleure cohésion et échanges de pratiques ;
- Mobilisation des communautés et des parents pour appuyer la gestion et le fonctionnement des écoles maternelles ;
- Des liens créés entre les comités et les autorités locales pour faciliter l'interconnaissance, renforcer la légitimité et répondre aux besoins ;
- Des parents plus nombreux dans les associations de parents d'élèves pour améliorer la dynamique des écoles et la sensibilisation à l'importance de l'éducation ;
- Une meilleure compréhension des rôles et responsabilités entre les différentes cellules des autorités locales (zones, districts et province) responsables de la petite enfance, du primaire et du secondaire pour plus d'efficacité et d'harmonisation des pratiques ;
- Création de centres de ressources méthodologiques et pédagogiques pour les enseignantes maternelles afin d'améliorer les pratiques et la qualité de l'enseignement ;
- Des échanges de bonnes pratiques entre 4 provinces et 35 écoles pour une diffusion des acquis et un décloisonnement de la province ;
- Des activités génératrices de revenus qui ont procuré de plus grandes ressources en nature à la communauté ;
- Mobilisation et dynamisation des communautés locales autour des écoles pour une plus grande implication dans la vie pratique de l'école et mieux cerner les enjeux et l'importance d'une éducation de qualité.



Le pluri-acteurs au service de l'efficience

La mobilisation internationale qu'a provoquée le tsunami de décembre 2004 a été considérable. Pour Solidarité Laïque également, la mobilisation des donateurs privés et autres partenaires a été conséquente. Cela nous a permis d'être réactif et de pouvoir intervenir dans le champ de nos compétences.

Nous ne sommes pas « urgentistes », et nous ne connaissions pas le Sri Lanka. Mais cela ne nous a pas arrêtés. Nous avons pris le temps de comprendre la situation, de nous organiser, de tisser des partenariats, qui restent notre cœur de métier.

L'un des principes fondamentaux de Solidarité Laïque est d'intervenir en urgence sans perdre la logique de l'engagement dans la durée. C'est pour cette raison qu'il a fallu un an pour démarrer la mise en œuvre de projets concrets. Un an pour déployer notre méthodologie d'intervention sans brûler les étapes sous prétexte de l'urgence. Une condition pour être pertinents dans l'appui à apporter au secteur éducatif sri lankais.

Alors que les principales ONG françaises se sont retirées du Sri Lanka, nous restons les derniers à agir avec l'appui de la coopération française. Une preuve de confiance de nos partenaires locaux et financiers.

Cette expérience nous a permis de renforcer nos connaissances dans les situations d'urgence et de post-urgence, mais également d'être en mesure de changer d'échelle dans ces types de situation, par rapport à nos expériences passées.

Est-ce ce temps passé à organiser, à coordonner, à fédérer qui nous a permis d'être encore présent 10 ans après ?

Nous avons pour habitude de travailler sur des processus longs ce qui permet d'agir en profondeur et de façon pérenne. Notre principe de coopérer autrement en faisant « avec » – mettre le partenariat au centre de l'action – et « ensemble » – donner un champ pratique aux bases de la laïcité, a été respecté. Cela nous a permis de tisser des relations fortes avec les organisations de la société civile et d'avoir été en mesure d'adapter nos programmes aux besoins exprimés au fil du temps et de l'évolution de la situation.

Notre histoire à Sri Lanka est différente de nos autres actions et aujourd'hui, nous tirons des conclusions positives de ce programme.



Après 10 ans d'actions, nous laissons derrière nous une dynamique communautaire importante, des relations solides entre les sociétés civiles et les autorités locales et un syndicat qui ne cesse de grandir. La campagne de plaidoyer a été un élément fédérateur qui ouvre aujourd'hui à de nouvelles perspectives ».

Vincent Dalonneau,
Délégué aux actions de
coopération internationale
à Solidarité Laïque



Les crises cycliques et chroniques liées au dérèglement climatique et aux conflits inter-communautaires sont de plus en plus nombreuses. Comment y répondre avec les instruments les plus adaptés ? Comment faire en sorte que, une fois l'urgence passée, les bailleurs qui se retirent les uns après les autres ne laissent plus derrière eux des populations et des organisations locales à peine remises de la catastrophe, alors que les besoins sont encore criants ?

À Sri Lanka, après le tsunami de 2005 et son intervention en post-urgence sur la thématique de l'éducation, Solidarité Laïque, avec le soutien de l'Agence française de développement, a conduit sept années plus tard une initiative de renforcement des acquis de 2012 à 2015. Cette expérience novatrice pourrait ouvrir la voie à la mise en place de dispositifs de financement flexibles pour mieux prendre en compte le continuum nécessaire entre les phases d'urgence, de réhabilitation et de développement.

Le bilan de ces dix années d'intervention est l'occasion d'ouvrir un nouveau champ de questionnement.

Du côté des bailleurs, sur leurs instruments de financement qui doivent s'adapter à ces nouveaux enjeux, mais aussi sur leur capacité à mieux prendre en compte les expériences des ONG afin de tisser avec elles des relations partenariales. Du côté des ONG, pour que « urgentistes » et acteurs du développement trouvent les leviers pour améliorer leurs interventions durant ces différentes phases. Il y va d'une meilleure coordination entre nous tous, nourrie de l'échange d'expériences et du partage des acquis. Ne serait-il pas indispensable de mieux se connaître, d'admettre nos limites, pour mettre enfin nos forces en commun ? Peut-être une première étape avant de changer les choses...

www.solidarite-laique.org



NOS ORGANISATIONS MEMBRES IMPLIQUÉES



NOS PARTENAIRES LOCAUX



COORDONNÉ PAR



AVEC LE SOUTIEN DE



Pour en savoir plus :
www.solidarite-laique.org
 Solidarité Laïque : + 33 01 45 35 13 13